

## PETITION – NON A EPIS DANS LES AGENCES DE PARIS

A l'attention de M Vincent Van Quickenborne, Ministre de la Justice

Date : 3 octobre 2022 - ...

EPIS, aujourd'hui en vigueur dans les casinos et les salles de jeux ainsi que dans les agences de paris depuis le 1<sup>er</sup> octobre, est contraire au RGPD et à la loi sur la protection de la vie privée.

Concrètement, toute personne désirant entrer dans une agence de paris doit préalablement présenter une pièce d'identité pour permettre son enregistrement et vérifier qu'elle n'est pas interdite de jeu. Cette réglementation va à l'encontre du Règlement Général sur la Protection des données. En effet, quand un joueur souhaite placer un pari, il doit d'abord communiquer son identité pour permettre le check EPIS et ensuite les **données suivantes seront enregistrées** et sauvegardées pendant 10 ans : **nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance, profession et une copie de sa pièce d'identité**. A chaque passage (ceci alors même qu'il est fréquent qu'un joueur fasse plusieurs passages en agence par jour en fonction des horaires des courses de chevaux), le joueur doit aussi **se faire photographier et signer le registre**.

Devrons-nous bientôt faire enregistrer notre identité pour acheter des vêtements ? Devrons-nous bientôt faire enregistrer notre identité pour aller au restaurant ? Par contre, n'ayez pas peur, vous pourrez toujours placer les paris ou jouer aux jeux de l'Etat belge (la Loterie Nationale ou Scoore), car il faut protéger le portefeuille de l'état.

Si cette mesure est adoptée seulement pour protéger le parieur (et non les intérêts de l'Etat belge) pourquoi n'est-elle pas appliquée à toutes les formes de jeux de hasard (la Loterie Nationale et les bornes Scoore comprises) ?

Si cette mesure est uniquement adoptée pour protéger le parieur, pourquoi le check EPIS seul n'est pas suffisant ? Pourquoi les données doivent-elles être sauvegardées pendant 10 ans ?

Les agences de paris sont des lieux de vie où le contrôle social est effectif. Avec l'instauration d'un contrôle EPIS à l'entrée des agences de paris, les joueurs ne voudront plus se rendre dans les agences agréées et se détourneront de l'offre légale régulée au profit des bookmakers clandestins et autres grands frères des quartiers. A l'évidence, les représentants du monde politique ne sont jamais entrés dans une agence de paris...

**En signant la présente pétition, je marque mon désaccord quant à cette mesure disproportionnée et discriminatoire ! Les parieurs ne sont pas des criminels et ne méritent pas d'être traités de la sorte ! De plus, si cette mesure doit être appliquée, elle doit l'être de façon générale, sans faire la distinction entre le secteur public ou privé. Nous souhaitons être entendu par le parlement afin d'exprimer notre point de vue et nos suggestions.**



